



★ Mobiliser pour Construire ★
ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS/prpe)

E-mail : actus-prpe@club-internet.fr

N/Réf : 29.03/SG/2012

Déclaration de ACTUS/prpe sur la situation politique et sociale au Mali

Message de soutien de l'ACTUS/prpe au CNRDRE et au MP 22 DU MALI

Le 22 mars 2012, des jeunes officiers dirigés par le Capitaine Amadou Haya Sanogo ont pris le pouvoir au Mali. Le Président Amadou Toumani Touré (ATT) au pouvoir depuis 10 ans et son gouvernement ont cristallisé des mécontentements, eu égard à la paupérisation croissante des masses populaires.

La France, puissance colonisatrice, suivie de l'Union européenne (UE) ont promptement condamné le coup d'état militaire. Elles ont suspendu leur coopération avec le nouveau régime et exigé le retour à « l'ordre constitutionnel ». Pourquoi cette réactivité déconcertante, alors que la France a organisé de nombreux putschs contre les présidents démocratiquement élus ? Que cacherait cette prétendue « défense de la démocratie » au Mali par la France, alors qu'elle soutient voire impose aux peuples africains de la Francophonie des dictateurs depuis plusieurs décennies ? Quel serait le seuil insupportable de mépris, d'humiliations impérialistes, infligé à l'Afrique, et qui ferait réagir définitivement les peuples du continent ?

Face à la recrudescence des agressions impérialistes occidentales contre l'Afrique, afin de la recoloniser, notre Parti ACTUS/prpe ne saurait rester spectateur aux événements du Mali. A cet effet, nous adressons solennellement notre soutien fraternel, militant panafricain et anti-impérialiste au Mouvement Populaire du 22 mars (MP22), à sa manifestation unitaire de solidarité au Comité National de Redressement de la Démocratie et de la Restauration de l'Etat (CNRDRE) dirigé par le Capitaine Amadou Haya Sanogo. Nous apportons aussi notre soutien au CNRDRE, à qui nous souhaitons plein succès en répondant aux légitimes aspirations des masses populaires maliennes, bafouées pendant une décennie par le régime précédent.

Les ingérences de l'impérialisme français en Afrique et au Mali ne visent qu'à perpétrer l'ordre colonial.

Au nom de quel droit la France devrait-elle pour l'éternité, imposer aux peuples africains les dirigeants ou plutôt les « Présidents gouverneurs délégués noirs » et le système politique de la servitude coloniale ?

Aucune institution étrangère quelle que soit, ne saurait trouver ni imposer une solution idoine aux problèmes nationaux maliens. Seules les masses populaires maliennes victimes, accablées par la misère du système capitaliste néocolonial français, géré depuis 10 ans par l'ex président Amadou Toumani Touré (ATT), seraient à même de trouver les ressources endogènes efficaces. Les immixtions dans les affaires intérieures, l'infantilisation, le mépris...de la puissance coloniale à l'égard de l'Afrique et du Mali sont des actes dégradants et humiliants. C'est insupportable !

Le Ministère français des Affaires étrangères a réitéré le 26 mars son exigence du « retour à l'ordre constitutionnel » au Mali [Agence Xinhua du 26 mars 2012]. Cette déclaration est une déclaration de guerre. C'est aussi une véritable imposture voire une insulte aux peuples africains massacrés par les criminels dictateurs intronisés par l'hexagone par des coups d'états militaires qu'elle a initiés contre les présidents insoumis révolutionnaires ou simplement nationalistes : (Togo 1963 contre Sylvanus Olympio, Mali en 1968 contre Modibo Keita, Congo Brazzaville en 1977 contre Marien Ngouabi, Burkina Faso en 1987 contre Thomas Sankara...) Le dernier exemple du coup d'état militaire français est celui de la Côte d'Ivoire en 2011 où l'armée française a capturé le président légitime Laurent Gbagbo, démocratiquement élu, après avoir



bombardé le palais présidentiel, puis l'a déporté à la Haye pour y être jugé par la CPI. Quel mépris et humiliation pour l'Afrique !

La déclaration de la France sur le «*retour à l'ordre constitutionnel*» n'est qu'une imposture car la «*démocratie françafricaine*» qu'elle préconise en Afrique, c'est celle où ses nervis néolibéraux, garants de ses intérêts et des pillages des ressources africaines par les multinationales, dirigent les pays grâce aux hold up électoraux, aux interventions militaires de l'armée française qui permettent d'imposer aux peuples ses supplétifs de la Françafrique les «*Présidents gouverneurs délégués noirs*».

D'aucuns argumenteraient leurs condamnations du CNRDRE en arguant que la «*démocratie*» est déjà ancrée au Mali. Mais diantre, de quelle démocratie dont il question ? Celle qui défend les intérêts des puissances impérialistes ou celle à laquelle aspire le peuple (la démocratie populaire) qui défendrait ses intérêts et la souveraineté du pays?

Au demeurant, il serait utile de rappeler **trois faits majeurs** qui ont marqué la prise du pouvoir par les jeunes officiers maliens le 22 mars 2012, et pourquoi bénéficient-ils du soutien populaire incontestable surtout au sein de la jeunesse :

- 1- Dès l'annonce de la chute du régime du président d'ATT, des cris de joie et de soulagement ont fusé à Bamako, la capitale pour applaudir et soutenir les jeunes officiers qui ont pris le pouvoir. A l'inverse les partisans de l'ancien régime étaient invisibles d'une part et d'autre part on note l'absence des manifestations populaires dans le pays soutenant l'ex président et exigeant son retour à la magistrature suprême. Nous avons incontestablement deux indicateurs suffisants qui permettraient si besoin est, d'affirmer avec certitude que le peuple est plutôt situé aux côtés du CNRDRE pour le changement.
- 2- A l'appel du Parti de l'opposition parlementaire, le Parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI) du Dr Oumar Mariko, fut spontanément crée le Mouvement Populaire du 22 mars 2012 (MP22). C'est un large Front populaire regroupant une trentaine de partis politiques, associations et différentes organisations de masse. Dans sa déclaration du 23 mars 2012, le MP22 soutient l'avènement *salutaire* du CNRDRE. Voici quelques pertinents extraits du document :
 - *Notre peuple à travers la partie saine et patriotique de son armée a décidé de faire un sursaut historique pour la défense des valeurs liées à la révolution du 26 mars de 1991.*
 - *Nous réaffirmons que ce coup d'état est un sursaut salutaire pour débarrasser le Mali et sa démocratie de la gangrène des généraux capitulards et de l'élite politique corrompus qui ont conduit le pays à la faillite et vers sa partition.*
 - *Appuyer le CNRDRE dans toutes ses actions d'assainissement de l'administration nationale ;*
 - *Appuyer le CNRDRE dans la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite ;*
 - *Nous soulignons que compte tenue de la faillite des partis politiques consensuels, ce coup d'Etat est l'unique moyen dont dispose le peuple malien pour reconquérir sa dignité et son honneur perdu, rétablir son unité nationale, son intégrité territoriale, sa cohésion et sa prospérité sociale et rénover sa démocratie sur la base de ses intérêts.*
 - *Le MP22 est convaincu de la nécessité historique d'une transition démocratique et révolutionnaire et luttera à cet effet.*
 - *Le MP22 met en garde contre toute ingérence étrangère tendant à détourner le peuple malien de ses objectifs de développement politique, économique, social et culturel.*
- 3- Après à la révolution du 26 mars de 1991 où les manifestations des jeunes ont vaincu la dictature françafricaine du Général Moussa Traoré, le peuple malien vient de démontrer sa maturité politique. Il est déterminé à prendre son destin en main aux côtés du CNRDRE, malgré les menaces, les ultimatum, oukases ou diktats des impérialistes et de leurs supplétifs de la Françafrique, les Présidents gouverneurs délégués noirs.

La manifestation monstre organisée à Bamako le 28 mars par le MP22 pour soutenir le CNRDRE et



dénoncer le complot de l'impérialisme français, est une étape décisive dans la lutte du peuple malien pour conquérir son indépendance, sa souveraineté et son développement économique au service du bien-être des masses populaires.

Au demeurant, il convient de rappeler que la révolution du 26 mars de 1991 initiée par les jeunes, fut dirigée par un noyau de leaders charismatiques dont l'un des membres fut un certain Oumar Mariko, aujourd'hui Dr Oumar Mariko, dirigeant du parti SADI et initiateur du MP22.

Les activistes africains révolutionnaires, communistes, anti-impérialistes, progressistes ou simplement patriotes conscients du projet de la recolonisation rampante de notre continent, devraient tenir compte de cette donnée politique en soutenant le MP22. En effet, le scénario à l'ivoirienne via la Cédéao où la France a imposé son nervi, le duo Ouattara-Soro contre le président légitime Laurent Gbagbo se concrétiserait si nous démissionnons de notre devoir de panafricains.

Les révolutionnaires africains ont le devoir internationaliste de se solidariser et apporter leurs contributions positives afin de ne pas laisser le champ libre au camp impérialiste de la Françafrique de détruire le CNRDRE. Etre dans l'expectative ou s'opposer à ce mouvement populaire, c'est se retrouver de facto, consciemment ou inconsciemment dans le camp impérialiste contre l'Afrique en devenant le «Harki» des puissances occidentales.

Soutenir le MP22 et le CNRDRE contre les ingérences de l'impérialisme, un devoir de salubrité politique pour le Mali et l'Afrique.

Notre Parti ACTUS/prpe a été incompris d'avoir soutenu les dirigeants insoumis Gbagbo et Kadhafi dès les déclenchements de la croisade impérialiste contre la Côte d'Ivoire la Libye. A-t-on besoin de tergiverser quand les bombes des impérialistes exterminent nos frères africains ? A t-on besoin de contempler en spectateur lorsque que les impérialistes déclenchent des guerres de rapines et de recolonisation des états africains frères ? A-t-on besoin d'être diplômé en sciences politiques pour s'apercevoir de l'imposture intellectuelle des impérialistes de leur prétendue « *défense de la démocratie en Afrique* » ?

Dans cette guerre contre l'Afrique, notre Parti, choisira toujours le camp anti impérialiste, d'indépendance et du progrès car c'est la plate forme minimale que toute organisation révolutionnaire et de surcroît communiste devrait adopter quelles que soient nos divergences idéologiques avec les autres paris frères. En effet, il serait d'une crédulité infantile d'affirmer que les intérêts des impérialistes, leur système capitaliste ou néolibéral seraient compatibles avec les intérêts des populations africaines. Dans le cas contraire, il n'y aurait pas eu l'esclavage, la colonisation, les guerres de rapine, les pillages et l'exploitation des ressources naturelles de l'Afrique.

Nous déplorons que certains partis progressistes, révolutionnaires ou communistes aient adopté la position de « Ni Ni » c'est à dire (Ni Gbagbo, Ni Ouattara ou Ni Kadhafi, ni l'Otan). Aujourd'hui, oseraient-ils encore nier cette évidence : la recolonisation de ces deux pays africains par les impérialistes. Ces derniers se sont partagés le juteux marché de la reconstruction de ces deux états africains qu'ils avaient méticuleusement détruits. Le sang africain devrait-il couler afin de résoudre la crise économique du capitalisme en occident ? Quelle cruauté !

A lumière de la tragédie ivoirienne et libyenne, nous osons encore espérer qu'une conscience panafricaine anti impérialiste réelle, peu soit-elle, puisse effleurer les esprits encore hésitants de certaines organisations. Le soutien au MP22 et au CNRDRE est un devoir militant et patriotique afin d'éviter le même sort tragique au peuple frère malien. En effet, est-il encore besoin de rappeler que le sommet de la Cédéao du 26 mars dernier à Abidjan, a désigné le président Blaise Compaoré du Burkina Faso, médiateur dans la crise malienne ? Ce chantre de la Françafrique alors médiateur dans la crise ivoirienne, a montré sa grande capacité à neutraliser le président Laurent Gbagbo en faveur du camp impérialiste Ouattara-Soro.



Pourquoi est né le CNRDRE et comment comprendre le branle bas de combat de l'impérialisme français contre cette nouvelle structure ?

Quatre périodes de lutte du peuple malien pour son indépendance et son bien-être social pourraient expliquer les révoltes sociales successives des jeunes officiers, des populations et de la jeunesse malienne.

1- La période de 1960 à 1968 des indépendances

Le 22 septembre 1960, le Mali accédait à l'indépendance. Son premier président, Modibo Keita, socialiste, proche de l'ex-URSS et des pays communistes, déclencha la furie de la puissance coloniale française qui entend conserver exclusivement son pré-carré. La France organisa en 1968 un coup d'état militaire, renversant ainsi le président démocratiquement élu. Elle ne parla pas du « retour à l'ordre constitutionnel » invoqué aujourd'hui pour justifier ses putschs contre certains dirigeants africains insoumis.

2- La période de 1968 à 1991

Le 19 novembre 1968, un coup d'État militaire dirigé par le Colonel Moussa Traoré à la tête du Comité militaire de libération nationale (CMLN) s'empara du pouvoir du Modibo Keita. Bénéficiant du soutien français, le dictateur imposé au peuple malien par la France, massacra des centaines de jeunes et fit plus d'un millier de blessés. Les jeunes manifestants, étaient révoltés par la paupérisation des masses populaires et leurs conditions de vie estudiantine.

La témérité et la détermination des étudiants auxquelles s'était joint l'ensemble du peuple, ont fini par terrasser le tyran.

3- La période de 1991 à 2002

Le Général alors Colonel ATT saisit l'opportunité créée par les soulèvements sociaux populaires pour s'emparer du pouvoir le 26 mars 1991. Un Comité de transition pour le salut du peuple (CTSP), présidé par Amadou Toumani dirigea le pays jusqu'en 1992 suite à la Conférence nationale qui adopta un projet de Constitution instaurant le multipartisme et un système présidentiel.

C'est pendant cette même année de 1992, que M.Alpha Oumar Konaré fut le premier président démocratiquement élu. Il fut réélu une seconde fois en 1997 pour un mandat de 5 ans en respectant la constitution qui stipule un quinquennat présidentiel, renouvelable qu'une seule fois. C'est une première dans le pré-carré français où la boulimie du pouvoir des dictateurs françafricains, avec l'approbation insidieuse de la France, les conduit à modifier en cours de mandat les constitutions afin de s'éterniser au pouvoir.

4- La période de 2002 à 2012

Le Général ATT qui a quitté volontairement le pouvoir après avoir organisé les premières élections démocratiques du pays, laissa une bonne impression générale chez les populations du pré-carré français d'Afrique, où les militaires s'agrippent à la magistrature suprême. L'officier retraité qu'il fut, remporta le second tour de l'élection présidentielle en 2002 adoubé par son passé de promesse tenue d'une transition pacifique.

Cependant, hélas, les dix années de pouvoir de celui que les maliens appelaient affectueusement « ATT » pour avoir cédé volontairement le pouvoir en 1992, se sont transformées en enfer social pour les masses populaires frappées par une paupérisation exponentielle. Parallèlement, une poignée de millionnaires proches du pouvoir deviennent de plus en plus riches. La jeunesse n'a plus de perspectives d'avenir car condamnée systématiquement au chômage. L'armée sous équipée fait face à une rébellion du MNLA qui accentue sa pression à travers la recrudescence des combats dans le Nord du pays, la corruption est généralisée...

Face à cette situation politique et sociale dégradée, l'ex président et son gouvernement ont cristallisé tous les mécontentements du peuple : les jeunes officiers dirigés par le capitaine Amadou Haya Sanogo s'emparèrent du pouvoir le 22 mars 2012 en créant le CNRDRE.



La situation sociale catastrophique des masses populaires, est l'un des facteurs objectifs et décisifs ayant conduit les jeunes officiers à renverser ATT. De plus, ils sont soutenus par le peuple regroupé au sein du MP22.

Quelques extraits d'opinions des citoyens de *afrique.blog.lemonde.fr* du 28 mars 2012 sont édifiants à plus d'un titre convaincants : [*«...mon constat était choquant, pas de justice sans foi ni loi. un pays riche en Or (...) mais une population divisé en deux classes les riches et les pauvres de chez pauvres pas de classe moyenne. L'électricité 140 fca le kw HT. Les denrées alimentaires n'en parlons pas du prix. Le commerce est monopolisé par certaines familles »*]. «...Au bout de dix ans de régime ATT, le bilan pour la jeunesse, en particulier, est terrible : chômage, corruption pour accéder aux emplois de la fonction publique (y compris semble-t-il dans la police, on me parle d'un pot de vin d'un million de francs cfa (1500 euros) pour être intégré), et augmentation des prix des denrées de première nécessité en raison, notamment, de manipulation des prix par quelques gros commerçants proches du régime. L'équation dans les rues de Bamako, ces jours-ci, pourrait se résumer ainsi : ATT corruption = petit groupe de profiteurs = misère pour le peuple»].

Dans ces circonstances de misère sociale généralisée et endémique, ne serait-il pas criminel de condamner ou d'empêcher à un peuple de se révolter et de choisir son moment et sa méthode pour y parvenir ?

En vertu de quel droit la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), devenue bras armé de l'impérialisme français, devrait-elle lancer un ultimatum de 72 heures au CNRDRE de céder le pouvoir par le « rétablissement de l'ordre constitutionnel » ? Le Mali et son peuple sont-ils souverains ou seraient-ils déjà placés sous tutelle de la France via la CEDEAO? Pourquoi les peuples africains du pré-carré français devraient-ils continuer à subir en obéissant à l'ordre colonial dicté et instauré par la France, depuis la colonisation du siècle dernier ?

Se révolter devient un droit et un devoir pour les peuples africains. Cela est indispensable pour la survie de notre continent et celle des générations futures.

La nouvelle stratégie des impérialistes occidentaux consiste à transformer les organisations internationales et sous-régionales (Cédéao, Cemac, la Ligue Arabe, l'Union africaine...) en supplétives armées dans leurs guerres de recolonisation de l'Afrique. Les cas ivoirien et libyen démontrent si besoin en est, de l'institutionnalisation de cette nouvelle doctrine criminelle occidentale à l'égard de l'Afrique.

Le Mali subirait le même sort, si certains africains par crédulité persistent à croire à la « bonne volonté et aux belles déclarations » des impérialistes sur la prétendue de leur défense de la démocratie en Afrique.

Rappelons que si les impérialistes occidentaux avaient la ferme volonté d'aider au développement et à l'essor de la démocratie en Afrique, il n'y aurait pas eu la traite négrière et moins encore la colonisation. Leur soutien multiforme aux dictateurs contre la volonté des peuples, les pillages des ressources, les blocus économiques...sont autant de preuves criminelles et irréfutables sur les véritables intentions et vraie nature des puissances occidentales à l'égard de notre continent.

Les argumentaires opposés à la prise du pouvoir par le CNRDRE mettent l'accent uniquement sur l'élection démocratique d'ATT et de sa gestion de la transition de 1992. Certes, aucune personne sensée en Afrique ne conteste ces faits. Cependant, on constate une partialité déconcertante sur l'analyse objective voir un mutisme de sa présidence depuis 10 ans. A ce sujet, le quotidien *La Croix* du 28 mars 2012 écrit : « ATT a été un grand homme, note un observateur étranger, mais son second mandat a été catastrophique. Il a toujours cherché à éviter les conflits qui ont fini par lui éclater à la figure. Il n'a rien fait pour lutter contre le trafic de drogue, combattre les terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) ou encore développer le nord du pays comme le prévoyaient les accords entre Bamako et les Touaregs.»

Ceux qui soutiennent sans discernement le plan français et son alliée la Cédéao contre le CNRDRE, devraient se poser au préalable un certain nombre de questions : Pourquoi la France a condamné promptement le coup d'état sans aucune retenue et prudence? Pourquoi l'hexagone n'a-t-elle pas aidé les régimes maliens à pacifier le pays et apporter une véritable aide à la reconstruction du pays? Pourquoi la puissance colonisatrice n'a-t-elle pas développé le nord du pays pendant son règne ?...

L'impérialisme français serait-il frustré de ne pas avoir été le maître d'œuvre de cette révolte des jeunes



officiers? Aurait-il peur de ne pas avoir la mainmise sur ce mouvement par absence de ses taupes dans ce groupe de militaires? N'ayant pas réussi à réaliser ses objectifs obscurs au Mali selon son agenda, l'impérialisme français ne favoriserait-il pas le chaos à la lumière des combats entre le Mouvement Nationale de Libération de l'Azawad (MNLA) et les troupes gouvernementales?

Les antagonismes confessionnels, religieux, tribaux...ont été exacerbés à dessein par les puissances impérialistes en Afrique selon leur stratégie : « *diviser pour mieux régner* ». Les nouveaux états du continent ont hérité de ce poison colonial subtilement distillé, dès leur accession à l'indépendance. C'est dans ce contexte historique que se situe la question nationale du conflit au Nord du Mali, lequel trouverait une solution pacifique sans ingérences extérieures occidentales. A cet effet, le Parti de l'opposition SADI du Dr Oumar Mariko, a formulé des pertinentes propositions susceptibles de régler pacifiquement le conflit, si le régime d'Amadou Toumani Touré renversé, avait prêté un peu d'attention soit-elle. [Cf. www.partisadi.net].

Affaiblir le Mali pour le soumettre telle est la stratégie adoptée par l'impérialisme français.

ATT ayant succédé au président Alpha Conté un « progressiste » selon ses proches, serait contraint d'avoir un langage populiste. Cependant, sous les deux présidences, le Mali reste fortement sous la domination de la puissance coloniale. La France n'ayant toujours pas réussi à réaliser son projet d'implantation d'une base militaire dans le pays, n'aurait-elle pas décidé d'affaiblir le pouvoir d'ATT comme moyen de pression voire provoquer la scission du pays? Cette thèse est soutenue par le journal Algérien *l'Expression* du 29 mars 2012 qui écrit : « *Au Mali, la presse accuse ouvertement la France de vouloir déstabiliser le Mali et de s'immiscer profondément dans les affaires internes du Mali, notamment depuis que le président malien Amadou Toumani Touré (ATT) a refusé à Nicolas Sarkozy l'installation d'une base militaire française à Mopti dans le cadre de la lutte contre Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Un refus qui a été formulé officiellement par le ministre malien des Affaires étrangères, Soumeylou Boubèye Maïga, lequel été accusé d'être un anti-français proche de l'Algérie* ».

La sortie de Libye du MNLA avec les armes lourdes sans réactions de la France qui bombardait alors intensément la Jamahiriya, la recrudescence des combats entre l'armée malienne et le groupe armé du Mnl, ne constitueraient-elles pas le moyen de pression susceptible de contraindre le régime d'ATT de renoncer à son refus de permettre l'installation de la base militaire française à Mopti? ATT affaibli par la rébellion, serait-il sur le point de céder à la demande française ou un de ses proches qui lui succéderait au pouvoir garantirait l'ordre néocolonial établi sous un vernis démocratique? L'avènement du coup d'état du capitaine Amadou Haya Sanogo aurait court-circuité le plan français de la base militaire à Mopti?

Nous avons une seule certitude : le début de croisade de la France contre le CNRDRE prouve à suffisance que les jeunes officiers maliens n'appartiennent pas au réseau néfaste et maffieux de la Françafrique par conséquent, ils sont incontrôlables et non fiables pour garantir les intérêts coloniaux de l'hexagone.

Les conséquences néfastes de la recolonisation de la Libye sur la région sahélienne seraient bien préméditées par les impérialistes. Ils auraient consciemment et à dessein favorisé le renforcement en armes lourdes (sorties des arsenaux libyens) les multiples groupes armés du Sahel dont le MNLA. Ayant assassiné le Guide Kadhafi et occupé la Libye, les impérialistes de l'Otan ont fermé les yeux sur les colonnes lourdement armées qui se dirigeaient en direction du Niger et du Mali. En instaurant le chaos au Mali par son éventuelle balkanisation, les impérialistes chercheraient à trouver un prétexte, celui de la lutte contre Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) pour implanter leurs bases militaires dans le Sahel. Les USA qui rêvaient déjà d'implanter l'Etat-major de United States Africa Command (Africom) en Afrique se saisiraient de cette opportunité.

Un Mali affaibli, en lambeaux sous la pression militaire des combattants du MNLA rentrés de Libye et lourdement armés, contraindrait le gouvernement malien à signer les accords de défense voire l'installation des bases militaires de la puissance coloniale française. L'asservissement total du pays serait établi. Souhaitons que le CNRDRE n'arrive à pareille situation qui serait un suicide collectif du peuple malien. En effet, toute base étrangère impérialiste sur le sol national constitue un pistolet braqué sur la tempe du peuple qui est pris en otage voire en esclavage. C'est aussi un danger pour toute l'Afrique.



La victoire du Front de Libération Nationale (FNL) sur l'armée française a conduit à la proclamation de l'indépendance en 1962 de l'Algérie ce pays grand africain du Maghreb. Cette guerre de libération qui a coûté la vie à plus d'un million d'algériens, a fait perdre à la France son ex département très riche en pétrole et gaz. Depuis lors, cette éclatante victoire du FNL est restée en travers de la gorge de la métropole qui rêverait prendre sa revanche en lavant «l'affront», que lui avaient infligé les indigènes. Une base française au Mali à la frontière sud de l'Algérie serait éventuellement nécessaire.

Après l'occupation de la Libye insoumise du Colonel Kadhafi par l'impérialisme occidental, l'Algérie libérée par les vaillants moudjahidines ou Fellagas de l'Armée de libération nationale (ALN) bras armé du FNL, demeure un pays insoumis que les colonisateurs français voudraient reconquérir. L'expédition militaire otanienne de recolonisation de la Libye a permis d'introniser les Harkis et renégats de Benghazi, regroupés par ailleurs au sein d'un gouvernement fantoche de collabos dénommé CNT.

Certains membres de ce gouvernement sont des islamistes de la branche d'Al-Qaïda Libyenne qui appuieraient leurs confrères d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) ou du Groupe islamique armé (Gia) qui opèrent dans le Sahel (Mali) et en Algérie. L'occupation impérialiste de la Libye, située à la frontière Est de l'Algérie participerait donc au projet de reconquête impérialiste de ce pays et ce, d'autant plus que les tentatives impérialistes de susciter des manifestations contre le régime à l'instar (de la Tunisie, Egypte et Libye) ont lamentablement échoué.

Les patriotes africains doivent s'opposer au projet de recolonisation des pays africains (Mali et Algérie) par les impérialistes qui n'hésitent plus à s'allier à Aqmi pour les besoins de la cause comme le confirme le journal algérien *l'Expression* dans sa parution du 29 mars 2012 : « *Bamako suspecte Paris d'avoir conclu un «deal» avec le Mnl (Mouvement national de libération d'Azawad). Cette rébellion a été aussitôt condamnée par la Cédéao, l'Union africaine (UA) et les États-Unis. Mais pas explicitement par la France ni par l'Union européenne (UE). En outre, alors que de violents combats avaient lieu au Nord-Mali, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, déclarait le 7 février devant le Sénat français: «La rébellion touarègue a remporté récemment d'importants succès militaires au nord du fleuve Niger. (...) Un cessez-le-feu immédiat est pour nous impératif».*

L'Expression d'ajouter qu'un marché aurait été conclu entre la France et le Mnl pour le renforcement de son armement à partir des arsenaux libyens : « *s'il quittait le sud de la Libye, la France l'aiderait au mieux dans ses revendications au Mali. En plus, Paris a fait en sorte que Niamey ferme les yeux sur le passage du convoi de Ag Najem en direction du Nord-Mali»*

Le déluge de condamnations du CNRDRE, déclenché d'abord par la France puis relayé par le Chefs d'états au sommet de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) le mardi 27 mars à Abidjan, ressemblerait étrangement au scénario à l'ivoirienne où les Forces de cette institution sous régionale ont exécuté le complot de la France contre le président démocratiquement élu Laurent Gbagbo. L'Union Africaine (UA) a aussi emboîté le pas pour la mise en quarantaine du CNRDRE. «*Les chefs d'Etat réunis à Abidjan, en Côte d'Ivoire, ne se sont pas contentés d'exclure le Mali de leurs instances, mais tablent sur le départ de la junte dans les meilleurs délais, en agitant la menace d'un recours à la force défendu par la Côte d'Ivoire et le Niger, avec le soutien du Nigeria et du Ghana».* [Le Monde du 28.03.2012]

Le rôle néfaste de l'impérialisme français ces deux dernières années en Côte d'Ivoire puis en Libye, aujourd'hui au Mali et peut être demain en Algérie, devrait inciter tous les patriotes africains d'être solidaires de ces pays deux en ligne de mire de l'hexagone.

Les peuples africains doivent se révolter contre les crimes contre l'humanité de l'impérialisme qui perdurent sur le continent.

Au nom de la prétendue « prudence politique », de nombreuses organisations africaines consciemment ou inconsciemment par leurs positionnements et/ou actes, ont rallié ou favorisé les objectifs inavoués et génocidaires du camp impérialiste. Leurs hésitations maladroites et leur manque de réactivité concomitante



d'abord contre l'expédition coloniale punitive de l'armée française en Côte d'Ivoire, puis les bombardements intensifs de l'Otan de la Libye, témoignent si besoin était de la volonté manifeste de maintenir notre continent dans la servitude coloniale.

L'impérialisme français a intronisé son Gouverneur délégué noir Alassane Ouattara après avoir bombardé le palais présidentiel, capturé puis déporté le président légitime Laurent Gbagbo à la Haye pour y être jugé par la CPI. Il est de notoriété publique que cette institution judiciaire impartiale car d'essence raciste, est au service des puissances occidentales. La CPI est spécialisée pour juger et condamner les dirigeants africains. A l'inverse les dirigeants occidentaux qui ont commis des crimes contre l'humanité ne sont pas inquiétés par la CPI, ils continuent à narguer les peuples africains. Ces criminels de guerre en Irak sont les présidents Bush père et fils des Usa, en Libye le président Obama des Usa, le président Sarkozy de France et le premier ministre Cameron de Grande Bretagne, en Côte d'Ivoire le président Sarkozy de France.

Plus d'un million d'irakiens et d'africains sont tombés sous les bombes de ces dirigeants impérialistes occidentaux. Par exemple en Libye, l'Otan a détruit le pays, a assassiné le Guide Kadhafi et a exterminé plus de 100.000 libyens. Cela n'émeut guère les puissances occidentales qui foulent aux pieds le droit fondamental de l'Homme, celui de la vie. Cette injustice caractérisée où la Force du droit des puissants, prime sur la force du droit international, doit être combattue par tous moyens sans retenue aucune.

Les peuples africains doivent appliquer la légitime défense en combattant les colonisateurs, car il y va de notre survie. Hier ce fut le cas des peuples frères ivoiriens et libyens d'être occupés. A qui demain le tour ? En effet, les gesticulations diplomatiques de l'impérialisme français autour du Mali sont suspectes. En condamnant d'emblée le CNRDRE et le sommant de quitter le pouvoir pour le « *retour à la légalité constitutionnelle* », on est en droit de poser la question suivante : Pourquoi la France demeure-t-elle aveugle et aphone face aux dictateurs implacables de la Françafrique ?

Les Généraux-présidents Déby du Tchad, Bozizé de Centrafrique, Sassou du Congo, Mohamed Ould Abdel Aziz de Mauritanie, le Capitaine Compaoré du Burkina, les «monarques des dynasties présidentielles» au Gabon et au Togo, le doyen des gouverneurs délégués de la France en Afrique en l'occurrence Paul Mbiya du Cameroun, Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire...sont-ils des démocrates? Ont-ils été élus démocratiquement et par qui? Il est de notoriété publique que tous ces dirigeants imposés aux peuples africains sont arrivés aux pouvoirs grâce aux coups d'états militaires, des hold up électoraux, des interventions militaires des troupes françaises...tous inspirés, initiés et soutenus par l'impérialisme français. A titre d'illustration citons le cas du Tchad où le dictateur Général-président Déby soutenu par la France s'était accaparé du pouvoir contre Habré à la faveur d'un coup d'état militaire en décembre 1990. Depuis 22 ans ce tyran, pure produit et progéniture de la Françafrique (l'impérialisme français) n'a remporté aucune élection. Les hold up électoraux institutionnalisés et les interventions des troupes françaises basées au Tchad, l'ont permis de s'éterniser au pouvoir.

Les rapports des organisations des droits de l'homme estiment à plus de 31000 tchadiens assassinés au cours des deux décennies de son long règne.

En février 2008, les Forces de résistance nationale bras armé du peuple contre la tyrannie, ont encerclé le palais présidentiel. Grâce à l'intervention des Forces spéciales françaises du Commandement des Opérations Spéciales (COS), le despote fut sauvé in extremis [*La croix du 10.02.2008*].

Plusieurs centaines des patriotes résistants tchadiens tombèrent sur le champ d'honneur, sous le déluge de feu de cette expédition punitive militaire coloniale. Cela n'a point ému les prétendus défenseurs des droits de l'homme et les médias bourgeois devenus sélectivement aphones et aveugles. Les morts noirs africains du Tchad n'auraient-ils aucune valeur lorsque que ces crimes défendraient les intérêts de la France ? Protégé par les troupes françaises, et sûr de ce soutien, le dictateur Déby en profita pour assassiner le Dr Ibni Oumar Mahamat Saleh, président de la plus importante coalition des partis de l'opposition démocratique, la Coordination des partis politiques pour la défense de la constitution (CPDC). Depuis lors, le silence complice de la France, témoigne une fois de plus si besoin est, de son hypocrisie en matière de la « défense des droits de l'Homme et de la démocratie » en Afrique, qui est par ailleurs à géométrie variable.

Selon la conception de la Françafrique, serait appelé coup d'état militaire un putsch militaire « non agréé » par la France, dont les auteurs ne figurent pas sur la liste des supplétifs africains de l'hexagone, et que ces derniers risqueraient de mettre en cause ses intérêts et l'ordre colonial établi.



A partir de ce concept on comprend la « certification décomplexée » par l'impérialisme français des régimes soumis à ses diktats tels ceux de Ouattara, Compaoré, Déby, Bongo, Gnangsié... d'une part et d'autre part la guerre criminelle parfois avec meurtres politiques que l'hexagone a livré aux dirigeants populaires africains insoumis : Samory Touré, Amirouche Aït Hamouda, Houari Boumediene, Sékou Touré, Sylvanus Olympio, Barthélemy Boganda, Thomas Sankara, Um Nyombé, Laurent Gbagbo, Mouammar Kadhafi, Marien Nguabi, Modibo Keita, Dadis Camara...

Le CNRDRE dirigé par le Capitaine Amadou Haya Sanogo qui vient de prendre le pouvoir au Mali appartiendrait au camp des insoumis d'où la furie guerrière en cours de la France à son égard, assortie des menaces d'intervention militaire de la Cédéao, présidé par le harki Ouattara.

Les deux derniers actes criminels de l'impérialisme français commis en Côte d'Ivoire et Libye devraient plutôt inciter les peuples africains à plus de vigilance. En effet, comme l'a dit le Général De Gaulle « *La France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts à protéger* » par conséquent en dehors de nos divergences idéologiques, confessionnelles... l'avenir de l'Afrique réside dans notre unité d'action basée sur une plate forme minimale, celle de l'anti-impérialisme. A la lumière des dernières guerres de rapine et de recolonisation de l'occident en Côte d'Ivoire et Libye, nous aurions souhaité que tout africain quel qu'il soit, doté de peu de lucidité et de conscience patriotique soient-elles, puisse rejeter les manœuvres à l'ivoirienne de la France contre le CNRDRE et le peuple malien.

Les peuples africains ne doivent plus subir mais agir. Prenons notre destin en mains. Ne nous laissons plus jamais bernés par les proses des impérialistes sur la prétendue « défense » de la démocratie ou les interventions « humanitaires » de protection des populations. Le peuple libyen venait d'être victime de ces fallacieux prétextes.

A la lumière des expéditions militaires françaises en Côte d'Ivoire et celle de l'Otan en Libye, notre parti ACTUS/prpe se prononce sans ambages sur les manœuvres de l'impérialisme français contre le CNRDRE, le peuple malien et l'état.

L'ACTUS/prpe :

- 1- condamne avec fermeté toute intervention militaire impérialiste français et son allié, la Cédéao au Mali
- 2- condamne toute sanction politique, économique et militaire contre la république du Mali et ses dirigeants
- 3- condamne toute tentative de démembrement du pays et demande à l'UA de garantir l'intégrité et la souveraineté du Mali.
- 4- exprime sa solidarité militante panafricaine au peuple frère malien face au complot de l'impérialisme français.
- 5- affirme sa solidarité et son soutien au CNRDRE, à toutes les organisations et personnalités membres du MP 22
- 6- félicite chaleureusement le parti SADI et son leader le Dr Oumar Mariko d'avoir initié la création MP22, un large front patriotique
- 7- encourage vivement le MP 22 de n'épargner aucun effort dans son soutien au CNRDRE, afin de mettre en échec toute agression impérialiste française directe ou indirecte via la Cédéao contre le Mali.
- 8- demande à la Cédéao de s'abstenir d'intervenir militairement contre un pays frère, le Mali pour servir les intérêts de la puissance colonisatrice française
- 9- demande à la Cédéao de refuser d'appliquer toutes sanctions (politique, économique) initiées par la France contre le Mali
- 10- demande à la Cédéao et à l'UA d'aider plutôt le CNRDRE à résoudre les problèmes cruciaux sociaux des populations et politique (le conflit du Nord Mali) que d'appuyer une guerre qui n'est pas la nôtre car voulue par l'impérialisme français.
- 11- Soutient l'intégrité du territoire et la souveraineté de la République du Mali
- 12- exige la fermeture inconditionnelle de toutes les bases militaires impérialistes en Afrique et le retrait de toutes leurs troupes.



- Non à la recolonisation impérialiste du Mali et de l'Afrique
- Bas les pattes devant le Mali
- Les peuples africains unis contre l'impérialisme vaincra
- Œuvrons pour la création des Etats-Unis d'Afrique (EUA), seule alternative capable de s'opposer aux visées de domination de l'Afrique par les puissances impérialistes occidentales.
- Vive la lutte du CNRDRE et du MP22 pour l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité, le développement social et économique du pays au service des masses populaires, laissées pour compte par le régime précédent.

Le 29 Mars 2012

**Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme / Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique
(ACTUS / prpe)**

**Le Secrétaire Général
Dr LEY-NGARDIGAL Djimadoum**

